



HAL
open science

La situation dans les pays scandinaves à la lumière des élections au Danemark et en Norvège

Jenny Andersson

► **To cite this version:**

Jenny Andersson. La situation dans les pays scandinaves à la lumière des élections au Danemark et en Norvège. 2011. hal-01069513

HAL Id: hal-01069513

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01069513>

Preprint submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SciencesPo.

CERI
CNRS

LA SITUATION DANS LES PAYS SCANDINAVES A LA LUMIERE DES ELECTIONS AU DANEMARK ET EN NORVEGE

Jenny Andersson

(Chargée de recherche au CERI-Sciences Po)

En septembre dernier, les Norvégiens ont élu leurs représentants locaux et les Danois ont renouvelé leur parlement. Ces deux scrutins ont été suivis avec le plus grand intérêt par l'ensemble des Européens. Allait-on observer un recul de l'extrême droite en réaction aux événements violents qui se sont produits cet été en Norvège ?

LE REcul ATTENDU DE L'EXTREME DROITE

La réponse à cette question semble être positive, même s'il est probable que la baisse ne soit que temporaire. En Suède, de récents sondages montrent un recul significatif du soutien populaire aux Démocrates suédois, parti nationaliste qui est entré au parlement en 2010. En Norvège, les résultats électoraux soulignent une nette chute du Parti du progrès, proche de la droite populiste, dont Anders Breivik a été membre pendant dix ans. Pour la plupart des observateurs scandinaves, cette chute est la conséquence de deux événements : le choc qui a suivi le massacre d'Utoya et l'ambiguïté de la réaction des porte-parole de l'extrême

droite à ce drame. Loin de condamner unanimement la tuerie, des personnages emblématiques de ces partis ont exprimé leur soutien aux idées de Breivik. Siv Jensen, leader du Parti du progrès, a éludé la question de l'appartenance du meurtrier à sa formation, même si elle a, par ailleurs, annoncé des changements dans la rhétorique du parti.

On pouvait s'attendre à un recul de la formation d'extrême droite profite au Parti travailliste, formation social-démocrate norvégienne dont la génération montante était visée par le massacre. Les travaillistes ont progressé et réalisé leur résultat électoral le plus élevé depuis quarante ans dans la région de Trondheim. Mais c'est la droite qui a été la grande gagnante des élections locales et qui semble donc avoir tiré le plus grand bénéfice de la chute du Parti du progrès. Cela signifie fort probablement que l'électorat norvégien a résisté à la tentation d'un vote de sympathie pour les victimes d'Utoya, dont certaines, qui figuraient sur les listes électorales avant le massacre, ont été symboliquement élues *post-mortem*.

Au Danemark, la social-démocratie a également enregistré une victoire relative, après dix ans de pouvoir d'une alliance des partis de droite qui rassemblait le Parti libéral, le Parti populaire conservateur et le Parti du peuple danois, formations populiste de droite, voire d'extrême droite. Considérée comme une sorte d'« enfant terrible qui disait la « vérité » sur les échecs du multiculturalisme, le leader de cette dernière formation Pia Kjærsgaard semble avoir perdu son pouvoir de séduction sur l'électorat danois. Si, en Norvège, Siv Jensen, malgré son silence sur l'appartenance de Breivik à son parti a adopté une attitude proche de l'autocritique après l'attentat d'Utoya, au Danemark, Pia Kjærsgaard a refusé de reconnaître un quelconque lien entre le discours de son parti et les violentes déclarations du criminel norvégien.

Le Parti du peuple danois est le grand perdant des élections législatives danoises. Son résultat ne doit cependant pas être vu comme un désaveu de la politique de la coalition de droite qu'il soutenait. Les positions très critiques de la formation populiste à l'égard de l'immigration et du multiculturalisme ont été, pour la majorité d'entre elles, reprises par les autres protagonistes du paysage politique danois. La social-démocratie danoise est, comme le Parti conservateur norvégien, favorable à l'immigration mais ne remet pas en cause des lois telles que celle qui oblige les étrangers à attendre l'âge de vingt-quatre ans pour se marier avec un citoyen danois. Les sociaux-démocrates se montrent critiques envers le système de permis à points en vigueur qui veut qu'un non Européen souhaitant s'installer au

Danemark doit répondre à certains critères tels que le fait de ne pas avoir bénéficié de prestations sociales.

Ce système donne la possibilité aux étrangers qui ont fait des études supérieures et démontré leur bonne volonté à s'intégrer d'accumuler des points et de régulariser leur situation au bout de quatre ans au lieu de sept. Résultant d'un accord entre le Parti du peuple danois et le Parti populaire conservateur, ce système a été très critiqué dans le royaume et en Europe.

LE PARADOXAL DECLIN DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La crise économique a profondément affecté le Danemark depuis l'éclatement de la bulle immobilière il y a trois ans. Les Danois sont inquiets de la montée du chômage et par l'état du secteur bancaire et immobilier. Les problèmes économiques prennent de l'ampleur aussi en Suède où, selon de nombreux observateurs, il existe une bulle immobilière et où le marché du logement est nettement ralenti depuis cet été. Dans ce pays également, les prévisions d'évolution du chômage sont inquiétantes. Les pays nordiques possèdent des budgets stables et des déficits publics limités. Dans les mois à venir, les scandinaves devront donc faire un choix : ou bien adopter une politique de rigueur qui conserve la règle d'or pour les finances publiques ou bien mettre en œuvre une nouvelle politique économique soutenue qui s'appuierait sur l'investissement public. Les sociaux-démocrates sont divisés sur cette question. Pour l'heure, le principal avantage de ces pays réside dans leurs monnaies respectives. Les couronnes norvégienne, danoise et suédoise sont stables et se sont appréciées face à l'euro, ce qui renforce la menace du chômage pour ces pays très dépendants de leurs exportations.

Pourtant, le succès de la formation de Helle Thorning Schmidt ne constitue pas une victoire de la gauche européenne. Les sociaux-démocrates danois ont obtenu leur plus faible résultat depuis 1906, tout comme leurs homologues suédois qui, en 2010, étaient tombés à un niveau historiquement bas. Les Danois n'ont donc pas voté en faveur de la social-démocratie mais exprimé leur mécontentement à l'égard de la politique menée par la droite. Les véritables gagnants du scrutin sont les « petites » formations telle la Liste de l'unité, parti de gauche écologique dont la progression a permis la victoire de la gauche.